

Budget 2014, Recettes de la Région

Intervention de Jean-Marc Pasquet

Monsieur le président, chers collègues,

Nous souhaitons rappeler que le vote des recettes, cette année, n'a rien d'anodin. Avec la baisse des dotations de l'Etat, il mérite que les groupes s'expriment sur 2014, mais aussi sur les perspectives de la Région à moyen et long termes.

Oui, la baisse des dotations est un problème. Elle semble valider la thèse selon laquelle l'austérité serait une solution. Il y a en réalité une convergence d'expertise à rebours de cette idée.

La réforme territoriale actuelle en est un autre. Car en l'état, elle semble plaider pour une répartition de la pénurie sans que la question de l'articulation avec la Grande Couronne, véritable angle mort de la Loi, ne soit traitée sérieusement. C'est la conjonction de ces contraintes qui fait système. Il ne nous est pas favorable.

Mais le volet recettes ne se réduit pas à cette baisse, qui ne représente même pas un centième de nos recettes et n'instillons pas comme le font nos collègues de droite un discours du renoncement et de l'impuissance.

Ce que nous voulons, et c'est ce que réaffirme l'exécutif, c'est une véritable autonomie fiscale. Une autonomie qui rapprochera la Région des citoyens et la rendra d'autant plus responsable. Une autonomie qui lui permettra d'ajuster ses recettes en fonction des besoins de son territoire et de conserver le lien entre le produit fiscal et le périmètre géographique de la collectivité.

Nous constatons qu'en 2014, nous aurons des marges de manœuvre comparables à 2013. Le produit de certaines recettes est bien en baisse : je pense aux cartes grises, dont le produit va descendre d'année en année. Mais cette baisse est compensée par certaines recettes dynamiques, comme la TIPP ou la redevance pour création de bureaux.

Toutefois, nous sommes contraints de nous positionner dans le flou financier dans lequel nous vogueons. L'an dernier, les recettes de CVAE avaient été sous-estimées de 89 M€. De combien le seront-elles cette année ?

Cette incertitude touche surtout les perspectives pour les années suivantes. La mise en place de la Métropole va bousculer notre budget dans les années à venir : des choix budgétaires devront être faits en relation avec la reventilation des compétences. C'est une manière de rebattre les cartes.

L'incertitude est donc grande.

Notre responsabilité est d'anticiper les évolutions à venir pour affirmer le rôle des Régions, dans un cadre institutionnel modifié. Les compétences affectées le seront dans leurs volets recette et dépense.

En attendant, les recettes 2014 nous permettent de maintenir un budget engagé avec un fléchage réaffirmé sur la transition écologique. Malgré toutes les réserves mentionnées, et dans le souci d'assumer notre fonction de décision, gouverner c'est choisir, nous voterons pour le titre relatif aux recettes.